

Rapport annuel sur l'évaluation

1999

Section de l'évaluation

Direction générale des services institutionnels

Centre de recherches pour le développement international

Juin 1999

Rapport annuel sur l'évaluation 1999

Table des matières

[Introduction](#)

[I Rendement général](#)

[Évaluation des résultats de projets achevés](#)

[Introduction](#)

[Méthodologie](#)

[Incidences des projets](#)

[Facteurs favorables et défavorables à la mise en valeur](#)

[Évaluation de la problématique hommes-femmes](#)

II Amélioration des méthodes d'évaluation

[Mise au point d'outils et de méthodes](#)

[Évaluation de la paix : l'étude des impacts sur la paix et les conflits](#)

[Cartographie des incidences : une nouvelle méthode de mesure des résultats](#)

III Système d'évaluation

[Plan d'évaluation institutionnelle](#)

[Résumés de rapports d'évaluation](#)

[Partenariats d'apprentissage : examen des secrétariats du CRDI](#)

[L'efficacité de CamBioTec](#)

[Rayonnement du Consortium pour la recherche économique en Afrique](#)

[Rapports d'évaluation reçus](#)

Annexes

[Sommaires des évaluations des initiatives de programme \(1997-2000\)](#)

Tous les documents mentionnés dans le présent rapport sont disponibles à la bibliothèque du CRDI.

Introduction

Depuis son lancement en 1994, le Rapport annuel sur l'évaluation (RAE) met en évidence des enjeux liés au rendement stratégique et présente au Conseil des gouverneurs un aperçu des activités d'évaluation du CRDI et des constatations faites. Le RAE de 1999 rend compte des évaluations conduites au cours des deux dernières années aux échelons du projet, du programme et du Centre, afin de cerner les résultats des travaux de recherche que ce dernier subventionne. Le rapport dresse un bilan du rendement passé et vise à susciter la discussion sur des façons d'améliorer la mesure du rendement à l'avenir. Les caractéristiques principales du rapport de cette année sont les suivantes : le document fait la synthèse des constatations de l'évaluation de 42 études de cas portant sur des projets; il présente un plan d'évaluation générale issu des initiatives de programme (IP) et donne enfin un aperçu d'une nouvelle démarche conceptuelle de mesure des résultats. Il contient en outre les éléments habituels en exposant les résumés de certains ateliers et rapports d'évaluation récents, ainsi que le répertoire annuel des études achevées.

Le travail conceptuel et pratique que la Section de l'évaluation a effectué au cours de l'année écoulée avec des donateurs, des institutions de recherche du Sud, le personnel de programme et des experts de l'évaluation a dégagé un problème fondamental lié au compte rendu des effets ou «impacts» sur le développement. Par «impacts», les organismes de développement entendent habituellement les transformations significatives et durables qui interviennent dans les conditions de vie d'un grand nombre de bénéficiaires visés. Souvent énoncées dans les buts ou objectifs du projet ou du programme, ces transformations sont les résultats auxquels s'attendent bel et bien les bailleurs de fonds et les autres partenaires. C'est précisément ce qui pose problème, car en raison de la complexité et de la fluidité des processus de développement, toutes sortes d'acteurs sont appelés à intervenir pour produire ces impacts, souvent sur une longue durée. Lorsque ces transformations à grande échelle se réalisent, c'est souvent par effet d'un concours de circonstances selon lequel aucun organisme ni groupe ne peut raisonnablement s'approprier tout le crédit. Le lien de cause à effet est particulièrement difficile à établir pour un organisme qui a vocation d'aide à la recherche pour le développement. Par exemple, un projet visant à appuyer une recherche sur les moustiquaires peut avoir des «impacts» positifs sur la santé des enfants aux conditions suivantes : la recherche est bien articulée, elle fait appel à la participation des collectivités concernées et les organismes compétents s'engagent à appliquer la technologie améliorée en apportant leur soutien. L'amélioration de l'état de santé des enfants découle non seulement de la recherche, mais plutôt de la recherche conjuguée aux influences de beaucoup d'autres acteurs et facteurs.

Afin de contribuer plus efficacement à la réalisation de ces impacts, il convient de mieux comprendre la synergie entre nos efforts et ceux d'autres intervenants. Le CRDI doit en somme mesurer les résultats de façon plus réaliste par rapport aux transformations qu'il prône au travers de son aide extérieure à la recherche pour le développement et de l'assistance technique qu'il prête. Le présent rapport constitue un premier pas dans cette voie.

La **Section I**, consacrée au rendement du Centre, résume les constatations relatives aux incidences de la recherche et aux facteurs qui influent de manière favorable ou défavorable, et ce, à partir de 42 études de cas portant sur des projets terminés. Elle évoque également les efforts déployés récemment pour évaluer la place que font les initiatives du CRDI à la problématique hommes-femmes. La **Section II** sur l'amélioration des pratiques d'évaluation porte avant tout sur l'élaboration d'outils et de méthodes. On y décrit l'élaboration et l'application de plusieurs nouveaux outils d'évaluation, dont l'étude des impacts sur la paix et les conflits, la cartographie des résultats, un guide d'auto-évaluation institutionnelle et diverses trousse d'outils d'analyse de la problématique hommes-femmes. La **Section III** fait le point sur le système d'évaluation du CRDI et comprend un plan d'évaluation du Centre, des résumés de trois rapports d'évaluation portant sur les secrétariats du CRDI, le réseau CambioTec et le Consortium pour la recherche économique en Afrique, ainsi qu'une liste des rapports d'évaluation reçus depuis la publication du RAE de 1998.

En réunissant des renseignements sur toutes sortes de constatations, d'activités et d'outils, le RAE brosse un tableau du rendement du Centre au cours de l'année. Les divers documents résumés dans le RAE de 1999 appuient les observations suivantes sur le rendement du Centre :

- Les projets de recherche subventionnés par le Centre produisent toutes sortes de résultats, le renforcement des capacités de recherche constituant une incidence de tout premier plan.
- Même si les IP ont mobilisé de nombreuses ressources pour faciliter l'intégration de

l'analyse comparative de la sexospécificité dans les projets de recherche, il faudra peut-être aborder de façon plus stratégique l'intégration de la problématique hommes-femmes. On a constaté que beaucoup de projets subventionnés au cours de l'exercice 1996-1997 ne tenaient pas suffisamment compte de cette problématique.

- Dans l'élaboration de nouvelles démarches axées sur l'acquisition du savoir pour évaluer les incidences des projets de recherche pour le développement, les essais sur terrain détaillés et itératifs sont essentiels.
- Le système d'évaluation du CRDI comporte désormais un plan d'évaluation générale de toutes les initiatives de programme, mais le plan ne s'applique pas encore aux secrétariats. Les IP ont commencé à mettre en oeuvre leurs plans d'évaluation respectifs et affecté en moyenne 2,7 % du total des sommes destinées aux activités d'évaluation entre 1997 et 2000. Par ailleurs, un récent rapport d'évaluation sur la modalité Secrétariat conclut qu'il convient d'accroître les activités d'évaluation à l'intérieur de leur structure.

I Rendement général

Évaluation des résultats de projets terminés

Introduction

Depuis sa création en 1970, le CRDI a subventionné plus de cinq mille projets de recherche pour le développement. Les recherches subventionnées par le Centre vont toutefois plus loin que la simple production d'information et visent à produire des résultats bénéfiques pour la vie des populations des pays en développement. C'est pourquoi le CRDI a toujours voulu connaître la contribution que son appui aux chercheurs et aux institutions de recherche a apportée au développement économique et social. La Section de l'évaluation a dirigé un effort récent de collecte d'information sur les résultats des initiatives de recherche pour le développement. Le document intitulé « Étude et évaluation des projets terminés » comportait deux éléments : tout d'abord, l'élaboration d'un cadre conceptuel d'évaluation des résultats de la recherche pour le développement et, deuxièmement, une série d'études portant sur les résultats de projets réalisés dans plusieurs secteurs de programme, y compris ceux des technologies d'information et de communication, de la commercialisation des résultats de recherche, de la politique sociale, des biens publics et de la qualité de vie.

Le présent document résume les constatations faites à l'issue des quarante-deux études de cas portant sur quarante-neuf projets réalisés dans vingt pays. Cette synthèse vise à illustrer les résultats de projets de recherche subventionnés par le CRDI, à définir les facteurs qui ont influé sur l'atteinte des résultats dans le passé et à cerner ce qu'on peut raisonnablement attendre de l'aide à la recherche pour le développement. Les études de cas ont défini divers types de résultats. Le renforcement de capacités de recherche des chercheurs et des institutions de recherche constitue l'achèvement cité le plus souvent. Il en est d'autres : poursuite ou expansion de travaux dans le domaine de recherche, débat public élargi sur les enjeux liés au domaine de recherche, perspectives

nouvelles ou attitudes modifiées et adoption ou utilisation des conclusions de recherche.

Dans l'ensemble, les études de cas indiquent que les projets subventionnés par le CRDI peuvent faire une différence et en font une. Isolément pris, ils ne suffisent toutefois pas à produire des impacts sur le développement, c'est-à-dire une amélioration fondamentale du mieux-être des personnes et des sociétés tributaire d'un grand nombre d'acteurs et de facteurs. Les projets de recherche pour le développement permettent de produire de l'information, de confronter des idées, d'évaluer des concepts, d'établir des processus ou de mettre au point des technologies. Ces contributions peuvent induire d'importants changements chez les chercheurs, les institutions de recherche et d'autres acteurs avec lesquels le projet poursuit des échanges, mais elles se situent en amont de ce que l'on entend habituellement par « impacts ». Les constatations des études de cas confortent cette conclusion et c'est pourquoi on a restreint le terme uniquement aux effets sur le développement. Les résultats des projets de recherche sur le développement sont l'aboutissement d'une action qui a des répercussions positives et sont ici définis d'«**incidences**». Il importe de préciser ainsi la terminologie de l'évaluation et nos concepts afin de refléter plus fidèlement l'issue des projets de recherche sur le développement. On considère que cette reconceptualisation des résultats constitue une constatation des études de cas parce qu'elle a fait progresser notre réflexion et avancer nos travaux récents de méthodologie sur la cartographie des résultats. (Voir à la page 17 une description plus détaillée de la cartographie des résultats.)

Méthodologie

Afin de faciliter l'agrégation des données à l'échelon des projets, nous avons adopté la même méthodologie dans chacune des études de cas incluses dans l'étude. Pour assurer l'application uniforme de la méthodologie sur le terrain, la Section de l'évaluation a retenu les services de trois coordonnateurs résidant en Afrique du Sud, en Égypte et à Ottawa, qui ont dirigé les experts-conseils locaux. On a cherché à détourner les experts-conseils des évaluations de projet portant principalement sur les intrants et les extrants, pour les orienter plutôt vers l'exploration de la nature et de la dynamique des résultats attendus et inattendus de la recherche. Les études de cas visaient non pas à repérer des lacunes de certains projets en particulier ou chez les institutions bénéficiaires ou le CRDI, mais plutôt à comprendre comment on est parvenu à ces résultats.

La Section de l'évaluation a produit un cadre conceptuel remis aux experts-conseils à qui elle a indiqué les questions et les catégories de sujets à étudier. Le cadre était suffisamment ample pour permettre aux experts-conseils de mettre en évidence des incidences particulières en se fondant sur le contexte précis de chaque projet. Des experts-conseils locaux ont réalisé les études de cas pour pouvoir appliquer leur compréhension du contexte social, politique et économique, ainsi que de celui de la recherche, où se déroulaient les projets et inclure leur point de vue dans l'analyse des résultats. Entre janvier 1997 et février 1998, dix-neuf experts-conseils ont réalisé quarante-deux études de cas au moyen d'entrevues et d'analyses de documents et les coordonnateurs ont eu pour tâche de réunir les constatations faites.

On a choisi les projets devant être inclus dans l'étude en fonction de l'année, de l'envergure, du lieu, du secteur, du domaine des résultats, du bénéficiaire et de l'utilisateur visé. Pour des raisons pratiques, la Section de l'évaluation a cherché à savoir dans tous les cas si l'on disposerait de suffisamment de renseignements et de personnes-ressources pour procéder à une évaluation. On a choisi les projets parmi ceux qui, de l'avis des administrateurs de programme du CRDI et des institutions partenaires, ont connu un vif succès en jugeant qu'ils fourniraient des données plus riches. Les 49 projets étudiés ont été achevés au cours des dix dernières années mais approuvés sur une plus longue période : 7 ont été approuvés entre 1981 et 1985, 15 entre 1986 et 1989, et 27 entre 1990 et 1994. Le graphique 1 présente leur ventilation selon les régions.



Incidences des projets

La constatation la plus importante et la plus tangible des études de cas a consisté à décrire comment les acteurs ont été touchés, affectés, modifiés ou influencés par leurs contacts avec les activités ou les extrants du projet. On a communiqué avec des personnes, des groupes et des institutions. Ces intervenants peuvent se répartir en sept grandes catégories :

- institution d'exécution (université, service gouvernemental ou ONG);
- chercheurs;
- dirigeants gouvernementaux et stratèges (aux paliers local, région ou national);
- collectivité locale (village au complet ou groupes particuliers à l'intérieur des villages);
- autres organismes donateurs internationaux;
- ONG;
- organisations du secteur privé.

Les études de cas ont révélé que les projets du CRDI étaient plus susceptibles d'avoir un effet important sur les intervenants qui participaient de manière plus active et directe, ce qui n'est pas étonnant.



Les 42 études de cas ont identifié 143 incidences de projets classées en cinq types principaux en fonction du changement survenu chez la personne, les groupes ou institutions touchés par les activités ou les extrants du projet de recherche. Dans le contexte d'un projet, ces incidences étaient souvent reliées et se chevauchaient parfois, mais on les a classées séparément pour faciliter l'analyse. Le tableau 1 illustre les taux de fréquence de chaque type d'incidence en fonction du pourcentage des 42 études de cas où elles sont citées et du pourcentage du nombre total d'incidences indiquées dans les études de cas.

La description des cinq types d'incidences qui suit illustre les types de résultats possibles dans la sphère d'influence du CRDI.

Incidence 1 : Renforcement des capacités de recherche

Incidence 2 : Poursuite/expansion du travail dans le domaine de recherche

Incidence 3 : Débat public élargi sur les enjeux liés au domaine de recherche

Incidence 4 : Perspectives nouvelles ou attitudes modifiées

Incidence 5 : Adoption/utilisation des constatations de recherche

1. Renforcement des capacités de recherche

Les chercheurs appliquent maintenant en Afrique australe leurs connaissances spécialisées en analyse des régimes de copropriété. Le projet a donc renforcé les capacités de recherche critique sur les dimensions sociales de la gestion des ressources naturelles au Centre des sciences sociales appliquées (CSSA) de l'Université du Zimbabwe, ainsi que dans la région de l'Afrique australe.

Projet de gestion du bétail communautaire (Zimbabwe), p. 12.

Le renforcement des capacités de recherche a constitué le type le plus fréquent d'incidence mentionné dans une proportion de 37 % du nombre total des incidences. Cette incidence a été mentionnée dans presque trois quarts des études de cas. Les changements sur le plan des ressources humaines et de l'infrastructure matérielle sont des exemples de renforcement de capacités dans les institutions. Chez les chercheurs eux-mêmes, ces résultats comprennent l'amélioration des acquis techniques et l'utilisation de nouvelles méthodologies et stratégies de recherche. On a constaté que les institutions et les chercheurs mêmes ont augmenté leur crédibilité et leur réputation scientifique après avoir participé à des projets du CRDI.

Le renforcement des capacités de recherche constitue le type d'incidence mentionné le plus souvent à la fois pour les institutions d'exécution et les chercheurs. Il représente presque la moitié du total des incidences constatées dans les institutions d'exécution et plus des trois quarts de celles qui ont été constatées chez les chercheurs. Même si des intervenants non chercheurs comme des collectivités, des ONG et des stratèges ont renforcé aussi leurs capacités de recherche, cette constatation était beaucoup moins fréquente chez eux.

Les travailleurs agricoles ont acquis une expérience technique particulière dans le cadre du projet SFTS, mais ils ne semblent pas avoir acquis des connaissances plus générales en

animation communautaire et facilitation qui seraient transférables à d'autres domaines après le projet SFTS.

Système fourrager à trois strates (Indonésie), 11.

Quatre études de cas seulement ont révélé que le projet subventionné par le CRDI n'avait eu qu'une influence limitée sur le renforcement des capacités. Dans deux cas, les compétences techniques et les ressources n'étaient manifestement pas transférables à la suite du projet et dans les deux autres le type et le niveau de la formation ne convenaient pas aux besoins de l'institution.

2. Poursuite ou expansion du travail dans le domaine de recherche

On a persuadé des participants d'orienter leur carrière vers la santé publique. Tous les participants étaient jusqu'à un certain point déjà engagés dans cette voie, mais le directeur du projet et un grand nombre des participants affirment que les nouvelles connaissances techniques acquises dans le cadre du projet ont ravivé leur enthousiasme et les incitent à continuer à travailler dans ce domaine et à améliorer leurs compétences spécialisées.

Renforcement de capacités de recherche en santé (Cambodge), 7.

Plus du tiers des études de cas ont fait état d'intervenants motivés à poursuivre ou à étendre leurs travaux dans le domaine de recherche subventionné par le projet. Ce type d'incidence représentait 17 % du total. Les études de cas ont reconnu que les projets du CRDI avaient aidé les participants à obtenir de nouvelles ressources des gouvernements régionaux et nationaux, du secteur privé et d'autres donateurs internationaux. On a aussi signalé l'importance des réseaux de recherche renforcés, des possibilités de carrière améliorées et du statut rehaussé du secteur de la recherche.

Les études de cas comprenaient des exemples de travail élargi dans le domaine de recherche dans chacune des sept catégories d'intervenants. C'est dans les institutions d'exécution que l'on a enregistré le plus d'occurrences de ce type d'incidence. Trois études de cas ont révélé qu'un projet de recherche subventionné par le CRDI avait eu une incidence auprès d'un autre donateur international et, dans deux de ces études, on signale que le projet a motivé le donateur à commencer à appuyer des travaux de recherche.

3. Débat public élargi sur des enjeux qui ont trait au domaine de recherche

Le deuxième objectif a entraîné la réalisation la plus réussie du projet, car la recherche a rapproché les collectivités locales, les a informées et les a mobilisées, et a déclenché la négociation de revendications territoriales et la participation à d'autres enjeux stratégiques dans

la sous-région.

Namaqualand : Les revendications territoriales et l'avenir de la réserve (Afrique du Sud), 24.

Dix-sept pour cent des incidences avaient trait à la façon dont les projets de recherche subventionnés par le CRDI ont contribué, directement ou indirectement, au débat public. Dans presque la moitié des études de cas, des stratèges, des collectivités ou des groupes d'intervention ont utilisé les résultats de la recherche pour éclairer et étendre des débats publics sur de grandes questions environnementales, sanitaires ou sociales. Les études de cas ont toutefois indiqué que les constatations de recherche ont contribué à des discussions et à des débats sans aboutir pour autant à la formulation de politiques. Les résultats n'ont pas eu d'influence directe ni linéaire.

Les principales lacunes de la méthodologie peuvent être décrites ainsi : manque de participation des autorités municipales, des ONG locales et des groupes de pression qui pourraient donner suite à l'information... En outre, même si l'étude avait produit des volumes importants de renseignements très détaillés sur le secteur, ses recommandations étaient formulées sous forme non pas de suggestions ou de mesures correctives précises, mais plutôt de lignes directrices générales.

Informal Sector Street Food (Inde), 2-3.

Les dirigeants du secteur public et les stratèges constituaient la catégorie d'intervenants la plus susceptible d'utiliser les résultats de recherche pour éclairer un débat public, ce qui n'est pas étonnant. Dans presque deux tiers des cas, les incidences touchaient des dirigeants du secteur public et des stratèges. Les projets n'ont toutefois pas toujours réussi dans ce domaine. Cinq études de cas ont signalé que le projet avait tenté en vain d'amener des intervenants à étendre des débats publics en fonction des résultats de recherche. Dans quatre de ces études, on a signalé une incapacité d'atteindre le dirigeant du secteur public ou le stratège nécessaire.

4. Perspectives nouvelles ou changements d'attitude

Avant ce projet, il y avait eu très peu de collaboration entre la Commission de l'éducation nationale (CEN) et le ministère de l'Éducation. La CEN était considérée comme une institution plutôt stratégique, détachée des réalités de la planification quotidienne... Ce projet a toutefois permis aux dirigeants de la CEN de comprendre les problèmes des planificateurs du ministère et a amélioré la collaboration entre les deux organismes pendant au moins une décennie.

Planification de l'éducation dans les provinces (Thaïlande), 9.

moins une des catégories d'intervenants. Ce type d'incidence représentait 16 % du nombre d'incidences citées dans les études de cas. Les changements d'attitude étaient liés principalement aux relations et aux avantages de la collaboration entre divers groupes sociaux pour résoudre des problèmes de développement. On a constaté des cas d'amélioration des rôles des hommes et des femmes en société, des chercheurs qui accordaient plus de prix aux connaissances autochtones et d'entreprises/universités, de chercheurs/agriculteurs et de stratégies/collectivités collaborant dans un contexte de relations de travail productives.

Le "message électronique" révèle que le projet n'a pas réussi à inciter l'ONG à participer activement au processus de recherche. On a aussi indiqué que l'ONG en veut "à l'organisation d'exécution qui l'aurait utilisée dans une étude sans jamais lui faire part des résultats de la recherche".

Gestion durable des terres et des forêts (Philippines), 25.

Même si les attitudes ou les points de vue ont changé dans les sept catégories d'intervenants mentionnées, le changement a été le plus fréquent à l'échelon communautaire local. Dans deux cas, les projets de recherche ont essayé en vain d'induire un changement d'attitudes ou de perspectives. Dans les deux cas, l'échec était attribuable au fait que les résultats de la recherche n'ont pas été diffusés comme il se doit au public cible.

5. Adoption et (ou) utilisation de résultats de recherche

Les résultats du projet ont également incité les autorités des organisations internationales travaillant sur le terrain au Bénin (OCCGE, UNICEF, OMS...) à adopter la moustiquaire imprégnée préventive (MIP) comme l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre le paludisme.

Moustiquaires imprégnées et contrôle communautaire du paludisme (Bénin), 25.

Même si l'adoption ou l'utilisation des résultats de recherche ont constitué le type de résultat le moins souvent cité, à hauteur de 14 % par rapport au total, il en a été question dans près d'un tiers des études de cas. Les collectivités, les petites entreprises et les agriculteurs ont alors essayé d'utiliser les méthodes ou les technologies mises au point dans le cadre du projet de recherche pour régler leurs problèmes.

Même si le projet faisait oeuvre de pionnier, l'issue n'a pas été concluante et n'a pas démontré clairement qu'il fallait adopter la technologie mise à l'essai. Le projet n'a pas prouvé clairement que les greniers "améliorés" étaient intrinsèquement meilleurs que les méthodes traditionnelles.

Projet d'entreposage du grain (Zimbabwe), 5.

Les collectivités locales ont constitué la catégorie d'intervenants qui ont adopté ou utilisé le plus souvent les résultats de recherche. Elles constituaient la moitié des cas de ce type d'incidences citées dans les études de cas. L'adoption ou l'utilisation des méthodes, résultats ou technologies mis au point par les projets de recherche n'a toutefois pas toujours été couronnée de succès et un échec est admis dans cinq études de cas.

Facteurs favorables et défavorables à la mise en valeur des résultats

Chaque étude de cas a décrit les facteurs qui ont influé, d'une façon positive ou négative, sur les incidences du projet. Ils sont ventilés ici en fonction de leur nature favorable ou défavorable à la capacité du projet de recherche d'associer les intervenants à ces incidences. Les facteurs favorables ne constituaient pas une garantie, mais avaient une part à ces incidences. Les facteurs défavorables ne barraient pas le succès, mais intervenaient d'une façon ou d'une autre. Les facteurs et leur interaction sont souvent propres au contexte et c'est pourquoi il n'y a pas un facteur en particulier que l'on puisse juger plus important que les autres, ni de «recette de réussite» à distribuer. Ces facteurs favorables et défavorables peuvent toutefois donner au personnel du programme une liste de contrôle comportant des enjeux, des conditions et des situations qui peuvent influencer sur l'issue du projet. Lorsque ces facteurs sont identifiés, il est alors possible de les gérer, de les améliorer, de les appuyer ou d'en tenir compte dans la planification et la mise en oeuvre de projets futurs.

Les tableaux 2 et 3 présentent la liste des facteurs jugés, dans les études de cas, favorables et défavorables à l'issue des projets de recherche subventionnés par le CRDI. On a résumé les facteurs favorables et défavorables des 42 études de cas en catégories plus générales pour dégager des tendances qu'il serait possible d'analyser plus à fond dans le cadre d'études futures. Même si les listes de facteurs se ressemblent, on a mis l'accent sur des éléments différents selon qu'ils ont été jugés favorables ou défavorables à la réalisation des incidences. Les facteurs sont donc présentés sous un angle positif et négatif. Ils sont classés selon la fréquence de leur mention dans les études de cas.

Tableau 2 : Facteurs défavorables
1. Institution d'exécution <ul style="list-style-type: none">a) Changement à la tête de l'organisation et au sein du personnelb) Liens médiocres ou inexistants avec d'autres intervenantsc) Capacité insuffisanted) Direction médiocrec) Tension au sein du personnel/collaboration interne médiocree) Fragilité administrative ou financièref) Projet sans lien avec les programmes en cours

2. Équipe de recherche, méthodes, résultats

- a) Présentation et diffusion inadéquates des résultats
- b) Méthodologie peu participative
- c) Absence de spécialistes au sein de l'équipe (p. ex., genre, marketing)

3. Planification du projet

- a) Planification incomplète
- b) Pas d'évaluations des besoins ni d'études de faisabilité

4. Contexte économique, social, politique, environnemental

5. Intrants du CRDI

- a) Suivi et soutien technique insuffisants
- b) Décroissance/roulement de personnel
- c) Retards dans le virement de fonds

6. Financement insuffisant

- a) Pour les activités postprojet et les phases multiples
- b) Pour les budgets de formation

Tableau 3 : Facteurs favorables

1. Domaines de recherche, méthodes et résultats

- a) Méthodologie de recherche appropriée
- b) Sujet de recherche utile et opportun
- c) Diffusion efficace des constatations

2. Institution d'exécution

- a) Direction capable et engagée
- b) Bonne réputation et expérience
- c) Réseaux établis
- d) Indépendance

3. Équipe de recherche

- a) Qualifications scolaires et culturelles
- b) Composition multidisciplinaire

Intrants du CRDI

4. Flexibilité (Financement et délais)

- a) Apport technique du personnel
- b) Sensibilisation au domaine de recherche
- c) Prise de risques avec une institution nouvelle

5. Contexte économique, social et politique

Conclusion

Les 42 études de cas portant sur les projets ont été informatives en ce qui concerne à la fois les résultats du projet et le processus d'évaluation. Sur le plan pratique, elles ont permis de dégager les types d'incidences qu'un projet de recherche pour le développement peut produire et les facteurs favorables ou défavorables. Sur le plan méthodologique, ces études ont mis en évidence certaines des difficultés associées à une évaluation des résultats de projets de recherche pour le développement. Elles ont révélé que même si le travail du CRDI contribue à la réalisation des impacts sur le développement, il est plus facile de juger son rendement en fonction des incidences produites qui se trouvent dans sa sphère d'influence.

Outcomes and the Factors Which Influence Their Realization: A Synthesis of the Findings of Forty-Two Completed Project Case-Studies par Sarah Earl (1999).

Évaluation de la problématique hommes-femmes au CRDI

Dans le Rapport sur l'évaluation de 1997, on a étudié 52 rapports d'évaluation pour produire des commentaires sur les enjeux clés, y compris la problématique hommes-femmes, soulevés dans le deuxième programme institutionnel du CRDI (PIC II). L'étude a conclu que : « Le CRDI ne recueille pas d'information sur la façon dont les projets ont réussi à incorporer les considérations relatives aux rapports hommes-femmes à la recherche pour le développement, ni sur les impacts que les projets ont eues sur les rapports. » [7]

Avec l'appui de la direction, des membres du personnel et de la Section Genre et développement durable, les équipes de programme du CRDI ont fait un effort considérable pour corriger cette lacune au cours des deux dernières années. Quatre IPs ont produit des trousseaux d'outils afin d'intégrer aux projets de recherche l'analyse et l'évaluation de la problématique hommes-femmes (voir à la page 16 la liste des nouvelles ressources en la matière). Neuf IPs ont inclus la problématique hommes-femmes comme enjeu clé dans leurs cadres d'évaluation et le Rapport sur l'évaluation de l'année prochaine devrait donc pouvoir présenter davantage de données de fond sur les résultats de l'intégration de la problématique hommes-femmes au Centre.

La Section Genre et développement durable a appuyé récemment une évaluation au cours de

laquelle on a mis au point et appliqué un cadre analytique qui tient compte de la problématique hommes-femmes. Dans *Thinking Gender in Development Research: A Review of IDRC-Funded Projects (1996-1997) from a Gender Perspective*, on a évalué l'efficacité avec laquelle le Centre a réussi à intégrer la problématique hommes-femmes en examinant la sensibilité en la matière de 118 projets de plus de 100 000 \$ subventionnés au cours de l'exercice 1996-1997. L'analyse est fondée sur un examen des résumés de projet, y compris l'évaluation du projet rédigée par l'administrateur de programme du CRDI et une proposition présentée par le partenaire de la recherche.

Tableau 4 : Catégories des projets (n=118)	
Catégorie	Nombre de projets
Indifférent au genre	70
Sensible au genre	33
Difficile à évaluer	15

Les 118 projets ont été classés en deux grandes catégories : sensibles ou indifférents à la problématique hommes-femmes. Les projets indifférents ne tenaient pas compte des relations inégales entre hommes et femmes. Les projets sensibles à la problématique ont été neutres (n'ont pas modifié les rôles existants entre les sexes) ou propres à un genre en particulier (visant les besoins des hommes ou des femmes) ou visaient à transformer les relations entre les sexes (afin de les rendre plus égalitaires). (Voir tableau 4).

On a constaté que presque les deux tiers des projets étaient indifférents à la problématique. Ces projets ne tenaient pas compte des rôles et des responsabilités sexospécifiques, ni des répercussions différentes qu'un projet pourrait avoir sur les hommes ou sur les femmes. Les projets de recherche indifférents à la problématique hommes-femmes comprennent notamment ceux qui portent avant tout sur des questions techniques, produisent des agrégations générales de données (sur les ménages, les collectivités, les institutions, par exemple) sans analyser les dimensions sexospécifiques ou tenir compte du travail productif des femmes. On affirme dans le rapport que l'indifférence à la problématique découle principalement des préjugés sexistes des chercheurs. On a conclu que la recherche indifférente à la problématique hommes-femmes peut mener à des analyses carentielles, des conclusions erronées fondées sur des renseignements incomplets et à la perpétuation des disparités entre les sexes, et en découler aussi.

Thinking Gender in Development Research: A Review of IDRC-Funded Projects (1996-1997) from a Gender Perspective par Navsharan Singh (1999).

II Amélioration des méthodes d'évaluation

Mise au point d'outils et de méthodes

Évaluation de la paix : l'étude des impacts sur la paix et les conflits (EIPC)

L'augmentation des programmes de développement dans les sociétés déchirées par la guerre, conjuguée à l'obligation de résultats, a incité plusieurs organismes à mettre au point des méthodes d'évaluation des impacts de leurs activités dans le règlement des conflits. Le CRDI a contribué à cet effort par son travail de pionnier dans le domaine de l'étude des impacts sur la paix et les conflits (EIPC) réalisée par Kenneth Bush en collaboration avec l'Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction (CPR) et la Section de l'évaluation. EIPC offre aux praticiens du développement, aux spécialistes en édification de la paix, aux évaluateurs et aux collectivités mêmes un cadre conceptuel d'évaluation des impacts du développement. On utilise ici le terme « impacts » afin de maintenir l'uniformité avec les documents résumés.

En définissant l'édification de la paix en terme d'impact plutôt que d'action, l'approche EIPC prévoit et évalue l'influence que des projets de développement auront sur la paix et les conflits. L'EIPC permet aux utilisateurs d'analyser l'impact de projets de développement sur les structures et les processus qui renforcent la coexistence pacifique ou, à l'inverse, aggravent la probabilité de conflits violents. Même s'il n'atteint pas ses objectifs de développement, un projet peut quand même contribuer à l'édification de la paix. En revanche, un projet pourrait connaître un franc succès sur le plan du développement classique, mais aggraver les conflits.

Avant le début d'une activité de développement, on peut utiliser l'EIPC pour évaluer l'environnement local. Cette étude soulève des questions clés au sujet du moment (*à quel stade en est le conflit?*), du lieu (*la région est-elle contestée?*) et du contexte politique (*le projet a-t-il de l'appui politique?*). La mise en oeuvre de l'expérience de l'organisme dans la région, les niveaux de tolérance locaux, la question de savoir si le projet dispose de l'éventail nécessaire de ressources et l'adéquation de son personnel sont d'autres variables. On soulève aussi des considérations environnementales clés comme les *structures de sécurité prévisibles*, *l'état de l'infrastructure* et la *structure des possibilités*. Dans le contexte d'une *évaluation postprojet*, l'EIPC peut permettre de mesurer les changements de l'accès aux ressources, la création de tensions socio-économiques et les changements du niveau de sécurité économique et alimentaire associés au projet de développement.

On a appliqué le cadre EIPC à quatre études de cas afin d'évaluer les impacts de projets subventionnés par le CRDI en Afrique. Ces études ont indiqué que la recherche subventionnée par le CRDI peut avoir des impacts sur la paix en *agissant directement sur le contenu des politiques et sur les processus*, ainsi qu'en créant :

- de l'espace pour permettre aux acteurs d'entreprendre une activité de développement dans un contexte postconflit;
- des terrains neutres pour favoriser le dialogue, la transparence et la responsabilisation dans des cultures politiques fermées;
- des possibilités d'échanger des idées pour des acteurs qui ne se seraient pas rencontrés autrement.

L'initiative CPR envisage d'opérationnaliser l'EIPC:

- en évaluant les programmes CPR au moyen d'outils dérivés de ses premières applications de la grille EIPC;
- en aidant des bailleurs de fonds, des ONG et des intervenants du Sud à mettre au point et à utiliser des outils d'EIPC.

1. *From Ideas to Action: Operationalising Peace and Conflict Impact Assessment* (Document présenté au cours des Consultations canadiennes sur l'édification de la paix) par Stephen Baranyi (2-3 mars 1999).

2. *A Measure of Peace: Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA) of Development Projects in Conflict Zones* (CPR et Section de l'évaluation, document de travail n° 1) par Kenneth Bush (1998).

Améliorer la performance organisationnelle : Manuel d'auto-évaluation

par Charles Lusthaus, Marie-Hélène Adrien, Gary Anderson et Fred Carden

Fondé sur le cadre d'évaluation institutionnelle mis au point dans Évaluation institutionnelle : cadre pour le renforcement des organisations partenaires du CRDI (1995) et sur l'expérience terrain acquise en Afrique et en Asie, ce guide vise à donner aux organisations les outils dont elles ont besoin pour effectuer leur autodiagnostic. Les outils et les tuyaux vont plus loin que la mesure des impacts de programmes, de produits et de services. Ils intègrent des techniques d'évaluation formative dans le cadre desquelles l'équipe d'évaluation aide son organisation à atteindre les buts qu'elle s'est fixés. Les outils et les techniques sont flexibles et il est possible d'adapter le modèle à n'importe quel type ou taille d'organisation. Feuilles de travail et exercices pratiques inclus.

Cet ouvrage est très demandé. La Section de l'évaluation collabore actuellement avec l'Universal Management Group pour créer des documents de formation d'accompagnement et a organisé des cours de formation avec des organismes de recherche en Amérique latine et en



Afrique.	
----------	--

Nouvelles ressources et troussees d'outils sur la problématique hommes-femmes

Le CRDI s'est engagé à appuyer la recherche pour le développement qui inclut l'analyse comparative entre les sexes. Au cours de l'année écoulée, des initiatives de programme ont terminé des lignes directrices et des troussees d'outils afin d'intégrer la problématique hommes-femmes dans les projets de recherche. Chacune des lignes directrices ci-dessous inclut à des degrés variables des renseignements sur le contrôle et l'évaluation de l'élément des projets de recherche qui a trait au rôle des hommes et des femmes en société. Ces ressources sont disponibles sur le site Intranet de la section Genre et développement durable (<http://intra1.idrc.ca/gsd/links.html>) :

Évaluation des réformes des politiques sociales (ERPS)

Soutien de la recherche sur l'>équité des rapports hommes-femmes et Incorporating Gender into Research (1998).

Agriculture urbaine (AU)

Gender Resources for Urban Agriculture Research: Methodology, Directory, Annotated Bibliography par Alice Hovorka. Rapport 26 de la série AU (1998).

Gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN)

Gender: Readings and Resources for Community-Based Natural Resource Management Researchers. Volume 1 par Sam Landon (1998).

Utilisation durable de la biodiversité (UDB)

Gender and Biodiversity Research Guidelines par Abra Adamo et Joanne Prindiville (1998).

Cartographie des incidences : une nouvelle méthode de mesure des résultats

La Section de l'évaluation et plusieurs IP collaborent avec Barry Kibel, du Pacific Institute for Research and Evaluation, pour adapter la méthode d'étude technique des incidences au contexte de la recherche pour le développement. Il en découle une méthodologie qui définit et évalue les contributions qu'un projet ou programme apporte à l'atteinte des incidences. Les incidences sont des changements de comportement, de relations, d'activités ou d'interventions sur lesquels le projet ou programme a joué. Ces changements devraient contribuer à améliorer le mieux-être des personnes ou des sociétés.



La figure 1 illustre les catégories d'intervenants chez lesquels le CRDI essaie d'encourager des résultats. En cherchant à modifier la façon d'agir de certains intervenants du développement, le CRDI et ses partenaires entreprennent des activités et établissent des relations de toutes sortes. Les changements qui en découlent sont dialogiques et non linéaires. Actions et réactions vont dans les deux sens puisqu'il peut y avoir, dans chaque situation, collaboration, résistance ou négociation qui produisent du savoir et une influence mutuelle. Il est possible de mesurer les

incidences à tous les points où des changements se produisent ou devaient se produire chez les intervenants.

Les impacts du développement sont illustrés séparément dans le schéma, car ils constituent le phare qui guide les interventions et permet d'évaluer les résultats, mais dont aucun organisme de développement ne peut être tenu responsable. Les impacts ne peuvent être produits par un seul intervenant et se produisent lorsqu'il y a convergence de résultats et d'autres variables en quantité et en qualité suffisantes.

Cette démarche procure une méthode qui peut aider utilement un projet ou un programme à définir et à évaluer l'ensemble précis de stratégies qu'il utilise pour atteindre les résultats visés. Elle met en oeuvre une série d'étapes qui consistent notamment a) à identifier les principaux intervenants, b) à définir les stratégies qui visent chaque intervenant et c) à appliquer à chaque stratégie des moyens appropriés de collecte de données. En concentrant son attention sur les stratégies, un projet ou programme peut mesurer les résultats qu'il atteint dans sa sphère d'influence et prendre le crédit de ses contributions. Il reconnaît toutefois en même temps que c'est en fin de compte la combinaison des activités, des réflexions et des comportements de personnes, de groupes et d'organisations qui produira des impacts sur le développement et les maintiendra. Désignation temporaire de cette démarche, la cartographie des incidences donne aussi à un projet ou à un programme un système de réflexion globale et stratégique sur la façon dont il entend atteindre ses buts. Les activités en cours visent à vérifier cette méthode d'évaluation et à l'améliorer en l'appliquant à des projets, des programmes, des réseaux du CRDI, de concert avec les institutions partenaires.

Tiré de *IDRC Support to System-Level Impacts* par Barry Kibel (1999).

III Système d'évaluation

Plan d'évaluation institutionnelle

Dans sa *Vérification du Centre de recherches pour le développement international* (1994), le Bureau du vérificateur général du Canada a appuyé les efforts déployés par le CRDI pour établir un plan central d'évaluation des programmes. L'évolution vers le système des initiatives de programme a atteint le point où chaque équipe a maintenant terminé son plan d'évaluation et a commencé à le mettre en oeuvre. Une synthèse de ces plans pour les exercices 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, jointe en annexe, présente un nouvel élément important du tableau d'ensemble de l'évaluation institutionnelle. Les autres éléments comprennent les activités d'évaluation de la Direction générale des programmes, des secrétariats, des projets spéciaux et de la Section de l'évaluation. Dans l'évaluation récente intitulée *Partenariats d'apprentissage : examen des secrétariats du CRDI* (1998), on admet qu'il se fait très peu d'évaluation courante à l'intérieur des secrétariats. La Section de l'évaluation s'attaquera aux problèmes en collaborant avec les secrétariats, ainsi qu'avec les projets spéciaux, afin de mettre au point les stratégies appropriées d'évaluation et de les regrouper dans un système intégré d'évaluation institutionnelle.

Échelle des activités d'évaluation des IP

Les plans d'évaluation des IP prévoient 74 activités d'évaluation pour la période de 1997 à 2000 et des dépenses totales de 3 404 209 \$, ce qui représente en moyenne 2,7 % du total des budgets. Les évaluations de programme représentent 57 % de ces activités, les évaluations de projet, 35 %, et la mise au point de capacité et d'outils d'évaluation, 8 %. La Direction générale des programmes a en outre affecté 145 475 \$ à deux activités clés d'évaluation en 1999, soit l'examen externe des IP et une évaluation d'étape du mécanisme des IP.

Pour la période de 1997 à 2000, la Section de l'évaluation dispose d'un budget total prévu de 2 100 000 \$, dont elle affecte 43 % à la création de capacités d'évaluation, 23 % aux évaluations stratégiques, 22 % à la mise au point d'outils et de méthodes d'évaluation et 12 % à la création et au maintien de systèmes d'information sur l'évaluation.

Le CRDI prévoit donc investir au total dans ces activités, pendant la période de 1997 à 2000, 5 649 684 \$*, soit 1,9 millions de dollars en moyenne par année. En 1997-1998, ce chiffre représente environ 2,8 % du total des affectations consacrées aux programmes.

Depuis 1993-1994, le total des dépenses consacrées aux activités d'évaluation en regard des crédits des programmes est demeuré relativement stable et a oscillé entre 2,3 et 2,8 %.

Tableau 5 : Investissement total dans l'évaluation (1997-2000)*

Initiatives de programme	3,404,209 \$
Direction générale des programmes	145,475 \$
Section de l'évaluation	2,100,000 \$

TOTAL	5,649,684 \$
--------------	---------------------

* N'inclut pas les secrétariats ni les projets spéciaux

Quels thèmes généraux les IP évaluent-elles?

Dans son rapport de 1994, le Bureau du vérificateur général a aussi encouragé le CRDI à évaluer des questions, des thèmes et des programmes généraux. Le CRDI a continué à le faire dans le contexte des deux ou trois évaluations stratégiques que la Section de l'évaluation coordonne chaque année et le fera, notamment en 1999, au moyen d'une série d'examens externes des IP. Le tableau 5 présente un sommaire des grandes questions que les IP ont l'intention d'aborder dans le contexte d'une évaluation. La plupart des IP ont inclus le **renforcement de capacités, l'établissement de réseaux, l'analyse comparative du genre et la pertinence des politiques** comme autant de questions à aborder dans le contexte de leurs évaluations. Les IP qui ont inclus spécifiquement **l'interdisciplinarité, la participation des intervenants, la reproductibilité** des activités réussies et la **diffusion des résultats** dans leurs plans sont moins nombreuses.

Tableau 6 : Grandes questions évaluées par les IP

Question	No. IP (n = 13)	Initiatives de programme
Renforcement de capacités	10	MIMAP, GCRN, CPR, PAN, ERPS, CEC, UDB, Minga, Acacia*, AU
Maillage	10	PAN, CPR, PMMEIT, Minga, AU, ERPS, MIMAP, GCRN, CEC, UDB
Pertinence des politiques	10	ARPS, MIMAP, UDP, Minga, AU, CEC, GCRN, PLaW, CPR, Acacia
Problématique hommes-femmes	9	UDP, PMMEIT, AU, PLaW, MIMAP, GCRN, ERPS, ÉcoSanté, CEC
Interdisciplinarité	5	Minga, ÉcoSanté, MIMAP, CEC, AU
Participation	4	Minga, ÉcoSanté, UDB, GCRN
Reproductibilité	3	PMMEIT, Acacia, GCRN
Diffusion des résultats	2	ÉcoSanté, MIMAP

* Acacia a un service, le SEAA, affecté à l'évaluation qui commence à planifier l'évaluation.

Corporate Evaluation Plan for IDRC Program Initiatives, 1997-2000 par Tarik Khan (1999).

Résumés de rapports d'évaluation

Partenariats d'apprentissage : examen des secrétariats du CRDI

En janvier 1999, on a présenté au Conseil des gouverneurs le rapport intitulé *Partenariats d'apprentissage : examen du secrétariat du CRDI*. L'étude a constaté que les secrétariats aident le CRDI à réaliser sa mission et à atteindre ses objectifs et qu'ils ont produit de nombreuses retombées tangibles. Il s'agit d'un moyen rentable d'utiliser des fonds rares et de tirer une bonne valeur de l'argent investi. Afin de maximiser le rendement des secrétariats, il faut améliorer le contexte où ils fonctionnent et commencer par établir un cadre stratégique institutionnel.

Fondé sur une recension des écrits et des documents, sur des études de cas détaillées portant sur dix secrétariats, et sur 93 entrevues réalisées auprès de personnes-ressources clés comme des membres du personnel, des bailleurs de fonds, des membres du Comité de la haute direction du CRDI et des gouverneurs, le rapport suggère d'établir un cadre stratégique institutionnel général qui engloberait des méthodes de planification des activités, la gestion du rendement et des mécanismes de reddition de comptes, ainsi que des questions opérationnelles et structurelles. On pourrait ensuite mettre en oeuvre les changements structurels et opérationnels qui s'imposent. Au cours de sa réunion de juin 1999, le Conseil des gouverneurs recevra de la haute direction un rapport sur la mise en oeuvre des constatations.

Le rapport signale en outre que les secrétariats font une utilisation limitée de l'évaluation. Certains secrétariats ont entrepris des évaluations de leurs programmes, mais beaucoup d'entre eux n'ont pas dépassé les sondages auprès des intervenants. On conclut dans le rapport qu'il serait bon d'accorder, au cours des prochaines années, une plus grande attention à l'évaluation de l'exécution du programme scientifique des secrétariats et de la qualité du rendement même de ces instances. Dans ce domaine, le CRDI peut jouer un grand rôle en fournissant un cadre d'évaluation et un ensemble de critères et d'indicateurs communs. [63] Pour répondre à ce besoin, la Section de l'évaluation a prévu d'autres travaux avec les secrétariats au cours des prochaines années.

Partenariats d'apprentissage : examen des secrétariats du CRDI, par Jim Armstrong et Anne Whyte (1998).

L'efficacité de CamBioTec

Lancé en 1995, le réseau CamBioTec devait promouvoir, faciliter et appuyer la collaboration entre les partenaires de l'Amérique latine et du Canada afin d'accélérer la mise en oeuvre de produits et d'applications de la biotechnologie dans le secteur agroalimentaire et celui de la gestion de l'environnement. L'évaluation visait à évaluer les activités et les résultats du projet et à formuler des recommandations sur l'orientation stratégique future du réseau. L'évaluation a révélé que même si le projet CamBioTec était d'envergure relativement restreinte, ses résultats ont été importants.

CamBioTec a favorisé la biotechnologie en appuyant l'élaboration de politiques publiques en la matière. (Par exemple, surveillance de la biosécurité en Argentine et au Chili et formulation d'une politique nationale sur l'accès aux ressources génétiques au Mexique.) Les exercices d'établissement de priorités qui aident les groupes à définir ce qu'il faudrait faire pour promouvoir

la biotechnologie ont eu un effet direct en Argentine, où le plan national sur la biotechnologie a reconnu explicitement la contribution de CamBioTec.

Ces exercices ont aussi contribué indirectement à l'élaboration, par les principaux intervenants, d'une vision commune sur le rôle de la biotechnologie dans le développement au Mexique.

CamBioTec est devenu un réseau qui connaît le succès, capable de promouvoir la biotechnologie en appuyant l'élaboration et la gestion de politiques et le courtage de coentreprises entre les secteurs public et privé. Le réseau a acquis beaucoup de légitimité et de poids politique en Argentine et au Canada. CamBioTec a consolidé à la fois les associations de promotion de la biotechnologie qui existent en Amérique latine et les organisations de recherche même (par exemple, Foro Argentino de Biotecnología). Il a créé des capacités techniques et encouragé l'utilisation plus efficace des ressources disponibles dans ces associations. Les activités de partenariat de CamBioTec ont été particulièrement avantageuses pour l'industrie de la biotechnologie en Amérique latine grâce à l'établissement des liens et des voies de communication avec des homologues du Canada.

CamBioTec as a Vehicle to Promote Biotechnology in the Americas par Walter Jaffé (avril 1998).

Rayonnement du Consortium pour la recherche économique en Afrique

Le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) est issu d'un réseau, subventionné par le CRDI, de recherche sur les politiques économiques en Afrique orientale et australe (1983 à 1987). Le réseau visait à orienter les politiques économiques en Afrique subsaharienne. Le CREA a pour objet de renforcer la capacité locale de recherche indépendante sur les problèmes posés par la gestion des économies de l'Afrique subsaharienne.

Entreprise en 1996, l'évaluation visait à donner une première idée de la phase en cours du projet et à fournir des renseignements et des suggestions sur l'élaboration d'une stratégie et d'un programme pour la phase suivante. L'évaluation a conclu qu'après sept ans à peine, le CREA avait eu un effet marqué sur les économistes africains en leur permettant de terminer des études postdoctorales et d'effectuer des recherches sur l'économie, et qu'elle a contribué au renforcement de capacités et d'installations locales de recherche.

L'évaluation a révélé que le CREA avait eu une portée et un rayonnement d'envergure. En ce qui concerne la portée, ses programmes de recherche et de formation ont renforcé la profession d'économiste en Afrique tant à l'échelon des chercheurs mêmes qu'à celui de la profession en général. Dans le cadre de son programme de maîtrise en collaboration, le CREA a formé une centaine d'étudiants par année. Le consortium a aussi appuyé financièrement des recherches pour des thèses de doctorat, aidé des étudiants africains au doctorat à étudier à l'étranger et organisé des détachements d'économistes africains dans des institutions internationales. Ces activités ont permis aux chercheurs d'acquérir de la confiance professionnelle, d'améliorer leur compétence technique et de réduire leur sentiment d'isolement des milieux internationaux de la recherche sur l'économie. Le CREA a aussi aidé à créer un réseau de chercheurs africains compétents en macroéconomie dans les pays anglophones et francophones. Pour ce qui est de son rayonnement, ce réseau de diplômés, dont le nombre, l'ancienneté et l'expérience ne cessent de croître, a déjà commencé à orienter

l'élaboration de politiques. On s'attend à ce qu'ils jouent à l'avenir des rôles encore plus variés sur la scène des politiques -- comme conseillers, experts-conseils et publicitaires dans les secteurs public et privé.

Le CREA a aidé à créer l'assise institutionnelle de la recherche économique en Afrique en renforçant la capacité, les ressources et les installations de recherche d'universités africaines participantes. Vingt universités d'Afrique ont reçu des subventions institutionnelles pour améliorer la qualité de leurs programmes de premier cycle. Sept ont reçu des subventions de lancement supplémentaires pour acheter du matériel et des fournitures et d'autres ont reçu des subventions pour financer des dépenses répétitives. Ces subventions ont amélioré la qualité de l'enseignement au niveau du deuxième cycle et accru l'utilisation de recherches en économie produites localement dans les programmes d'études de diverses universités d'Afrique.

The African Economic Research Consortium: An Evaluation & Review par David Henderson et John Loxley (1996).

Évaluation des programmes de gouvernance

Le 8 avril 1999, le CRDI a tenu un colloque sur les modalités de surveillance et d'évaluation des programmes de gouvernance financés de l'extérieur. L'atelier a attiré nombre de praticiens de la gouvernance et de l'évaluation de tous horizons, des universitaires et des représentants d'organismes donateurs du Canada qui se sont accordés pour dire qu'il ne peut y avoir de développement économique et social sain et durable sans une bonne gouvernance. Puisque, au cours des dernières années, beaucoup d'organismes ont tenté d'appuyer la gouvernance de toutes sortes de façons, les participants estimaient opportun de tirer, par le biais de l'évaluation, des leçons qui serviront aux initiatives futures. Dans cette perspective, ils ont abordé un certain nombre de questions importantes qui ont une incidence sur l'évaluation des programmes de gouvernance, notamment les suivantes :

1. Les principaux intervenants nationaux doivent accepter les programmes de gouvernance, ce qui est essentiel avant que l'on puisse institutionnaliser des améliorations.
2. Le dialogue avec les bénéficiaires améliorerait la réflexion sur les interventions de gouvernance et l'on a suggéré que le Centre crée un forum qui exploitera les points de vue des experts et des praticiens tant du Nord que du Sud.
3. L'élaboration des critères de bonne gouvernance est la clé de la création d'outils et de méthodes d'évaluation des programmes afférents. Il faut définir dans le contexte de chaque pays des critères (portant notamment sur la transparence, la responsabilisation et la participation) fondés sur les valeurs, l'histoire et la conjoncture courante du pays. Il arrive trop souvent que les programmes de gouvernance ne cherchent pas suffisamment à assurer la cohérence et l'uniformité entre donateurs et bénéficiaires lorsqu'il s'agit de comprendre l'application des critères pertinents.

Evaluating Governance Programs: Report of a Workshop, 8 April 1999 par Fred Carden, Stephen Baranyi, Terry Smutylo et Jean H. Guilmette (1999).

Rapports d'évaluation reçus par la Section de l'évaluation, 1998-1999

Outre les 42 études de cas portant sur des projets, la Section de l'évaluation a reçu, au cours de l'année écoulée, dix rapports d'évaluation dont on peut obtenir copie à la Section de l'évaluation ou à la bibliothèque du CRDI.

Titre, auteur, date	Secteurs de programme	Projets visés	Pays/région
Évaluations de projet et de programme			
CamBio Tec as a Vehicle to Promote Biotechnology in the Americas. Final Report of a Consultancy for IDRC. Walter Jaffé. 1998.	PMMEIT, UDB	94-1007	Amérique latine
ASPR - Regional Programs on Social Policy : Coordination Procedures and Research Strategies. Jorge Balan. 1998. (Anglais et espagnol)	ERPS, MIMAP	-----	Amérique latine
The African Economic Research Consortium: An Evaluation and Review. David Henderson et John Loxley. 1996.	CEC, MIMAP	94-0401, 91-0035	Kenya, Ghana, Ouganda, Tanzanie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud
NGO Gender Capacity in Urban Agriculture: Case Studies from Harare (Zimbabwe), Kampala (Uganda) and Accra (Ghana). Mahbuba Kaneez Hasna. 1998.	AU, GSD, UDB	95-007, 00919, 03149	Zimbabwe, Ouganda, Ghana
MINISIS: An Evaluation. Michael Graham. 1999	Acacia, SGIR	75-0105	Mondial
A Report on PAN-Supported Internet Service Providers. Carlos Afonso. 1998.	PAN, Bellanet, Acacia	98-8003, 96-0015, 91-0136, 95-5020, 96-8002, 86-0162, 91-0178, 94-8008	Bangladesh, Cambodge, Laos, Vietnam, Sri Lanka, Mongolie
Thinking Gender in Development Research: A Review of IDRC-Funded Projects (1996-1997)	Toutes les IP	118 projets financés en 1996-1997	Mondial

From a Gender Perspective. Navsharan Singh. 1999.			
Survey and Assessment of IDRC Completed Project: 7 Case Studies from Egypt	Toutes les IP	89-0318, 85-0193, 86-0182, 91-0079, 92-0808, 94-8602, 92-1001	Égypte
Survey and Assessment of IDRC Completed Project: 12 Case Studies on Social Policy, Public Goods, and Quality of Life	Toutes les IP	92-1050, 83-0227, 90-0263, 91-0074, 81-0241, 94-8005, 87-0313, 87-1053, 90-1012, 92-0010, 91-0190, 92-1052, 93-8300, 87-0053, 82-0191	Népal, Inde, Bénin, Cameroun, Mexique, Cuba, Costa Rica, Argentine, Cambodge, Thaïlande, Phillipines, Indonésie, Guatemala
Survey and Assessment of IDRC Completed Project: 23 Case Studies from Southern Africa	Toutes les IP	87-0225, 85-0118, 89-0068, 88-0026, 91-0408, 90-0095, 91-0275, 88-0397, 90-0080, 88-0197, 93-8488, 91-0270, 89-0230, 91-1004, 89-0033, 92-1007, 85-0223, 90-0267, 92-1451, 91-0043, 92-8452, 92-0902, 91-0036, 86-0188, 87-0022, 85-0286, 87-0038	Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Afrique du Sud, Zambie, Malawi
"Little Engines that Did". Case Histories from the Global Telecentre Movement. Richard P. Fuchs. 1998.	Acacia, PAN, Bellanet	_____	Mondial
Telecentre Research Framework for Acacia. Anne Whyte. Juin 1998.	Acacia, PAN, Bellanet	97-8151, 97-8154, 97-8161, 97-8153, 97-8152, 97-8914, 97-8911, 97-8908, 97-0022, 97-8545, 97-8158	Sénégal, Mali, Ouganda, Mozambique, Afrique du Sud
Évaluations de secrétariats			
Partenariat	Tous les	-----	Mondial

d'apprentissage : examen des secrétariats du CRDI. Jim Armstrong et Anne Whyte. 1998	secrétariats et IP		
--	--------------------	--	--

ANNEXES

Sommaire des évaluations des initiatives de programme (1997-2000)

IP	Titre de l'évaluation	Durée estimative	Évaluateurs	Coût
1. MIMAP	1. Incidence de l'IP MIMAP à l'échelon des pays	1. Juillet à septembre 1999 (Philippines) Janvier-mars 2000 (Inde) Janvier-mars 2000 (Vietnam)	1. Consultants et équipe de recherche	150K
	2. Éléments de portée générale de l'IP MIMAP	2. Juillet 1999 - mars 2000	2. Consultants et chercheurs et IP	100K
2. GCRN	1. Examen de questions liées à la surveillance et à l'évaluation de projets de participation/Guide	1. Avril 1999	1. IP	10 K
	2. Recension des écrits afin de comparer des projets à la théorie et à la méthodologie	2. Mars 1999	2. IP	10 K
	3. Capacité d'évaluation des partenaires de recherche	3. 1999	3. IP	5 K
	4. Évaluation du projet de réseau de recherches sur les ressources côtières (CORR)	4. Mars 1999 -	4. IP/SE	50 K
	5. Examen du projet ICIMOD/bassins hydrographiques des	5. Février-mars 1999	5. IP/partenaires/	42 K

	montagnes		consultants	
	6. Évaluation à mi-chemin du projet IRRI-Bouthan	6. Octobre 1998 (terminé)	6. Consultants	30 K
	7. Surveillance des jalons, des résultats, du rayonnement et de l'incidence	7. En cours	7. Équipe IP	150 K
	8. Évaluation des méthodes de participation (projets de portée générale)	8. 1998 - 2000	8. Équipe IP/Consultant	50 K
	9. Évaluation de la reproductibilité	9. 2000	9. Consultants	
3. PLAW	1. Gestion des ressources des hautes terres en Afrique	1. 1999-2000	1. IP	SE
	2. Évaluation des associations d'utilisateurs d'eau en Égypte	2. 1999-2000	2. IP	20 K
	3. Évaluation externe de l'IP	3. 1999-2000	3. Consultants	106 K
4. MINGA	1. Élaboration d'une stratégie de GRN fondée sur les systèmes	1. Juillet 1999	1.Consultant/IP	100K
	2. Évaluation du projet CIAT Laderas	2. Septembre 1999	2.Consultant/IP	50 K
	3. Création de consortiums, de réseaux et de coalitions	3. Décembre 1999	3. IP	subv.
	4. Leçons sur la saisie, la mise en commun et la fourniture tirées de projets	4. Avril 2000	4. IP	30 K
	5. Changements du modèle de recherche sur les systèmes agricoles dans les Andes péruviennes		5. IP/SE/Consultants	

		5. En cours		25K/SE
5. ERPS	<p>1. Examen de la prestation de programmes par IP (réseaux et programmes d'envergure surtout)</p> <p>(a) Examen des réseaux/programmes ERPS dans la région ALC</p> <p>(b) Utilisation de résultats de recherche dans des réseaux de politiques sociales en Afrique</p> <p>2. Rétroaction d'experts sur le cadre des programmes des IP (Amérique latine/Afrique)</p> <p>3. Évaluation du travail de l'initiative ERPS sur la décentralisation du secteur social</p> <p>4. Examen de nouvelles questions de recherche et des leçons apprises en politique sociale</p> <p>5. Évaluation de la création de capacité</p> <p>6. Examen des activités des IP sur les méthodes et les outils d'évaluation des politiques</p> <p>7. Évaluation de la pertinence des politiques et de l'incidence de la recherche</p> <p>8. Évaluations de projets</p>	<p>1a. Terminé</p> <p>1b. Terminé</p> <p>2. En cours (fin mai 1999)</p> <p>3. Mars 1999 - juillet 1999</p> <p>4. Avril 1999- nov. 1999</p> <p>5. Nov. 1999 - avril 2000</p> <p>6. Février 2000- juillet 2000</p> <p>7. Mars 1999 -</p>	<p>1a. Consultant</p> <p>1b. Membre d'équipe res.</p> <p>2. Consultants (experts régionaux)</p> <p>3. Consultants</p> <p>4. Cons./ Chercheurs</p> <p>5. Consultants</p> <p>6. Cons./Équipe PI</p> <p>7. Cons./</p>	<p>42 K</p> <p>5 K</p> <p>18 K</p> <p>50 K</p> <p>30 K</p> <p>30 K</p> <p>30 K</p> <p>50 K</p>

	(projet/programmes de recherche importants)	juillet 2000	Chercheurs	
		8. En cours	8. Consultants	---
6. AU	1. Capacité de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans la conception de programmes d'agriculture urbaine	1. 1997 (terminé)	1. Stagiaire	42 K
	2. Production de petits animaux domestiques : incidence sur les ménages producteurs	2. Août-septembre 1998 (terminé)	2. Consultant	34 K
	3. Projets de gestion des déchets	3. 1998 (terminé)	3. Stagiaire	20 K
	4. Recherche sur l'AU en Afrique : examen/amélioration des incidences des projets	4. 1998 (terminé)	4. Directeurs de projets	40 K
	5. Suivi de l'évaluation de projets en Afrique orientale	5. 2000	5. Consultants	30 K/
	6. Réseau de recherche AGUILA en Amérique latine	6. Mai 1999	6. Directeurs de projet	30 K
	7. Suivi de l'évaluation du réseau AGUILA	7. 2000	7. Consultants	20 K
	8. IP Agriculture urbaine 1997-2000		8. Consultants	20 K

		8. 2001		
7. CEC	<p>1. Évaluation d'enjeux clés en CEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de capacité - Pertinence des politiques/influence de la recherche - Production d'analyses interdisciplinaires rigoureuses dans une perspective australe 	<p><i>1. Processus global :</i></p> <p><i>Janvier 1999 - décembre 2001</i></p> <p><i>Rapport en décembre 2000</i></p>	1. Consultants et chercheurs et IP.	298K
8. UDB	<p>1. Intégration de la problématique hommes-femmes dans l'IPUDB</p> <p>2. Évaluation des incidences des politiques</p> <p>3. Processus d'évaluation externe des réseaux communautaires de création et de conservation de la biodiversité</p> <p>4. Évaluation à mi-chemin du programme du savoir ancestral</p> <p>5. Examen de la production d'incitations à la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>6. Évaluation de centres d'intervention environnementale II</p> <p>7. Programme des plantes médicinales et aromatiques en Asie : évaluation externe</p>	<p>1. Octobre-décembre 1999</p> <p>2. Avril-juin 2000</p> <p>3. Octobre 1998 - septembre 1999</p> <p>4. Mai 1999</p> <p>5. Février 1998</p> <p>6. Janvier 1999</p>	<p>1. IP/Consultant</p> <p>2. IP</p> <p>3. Partenaires du projet/consultant</p> <p>4. Consultant</p> <p>5. IP</p> <p>6. Sabbatique</p>	<p>20 K</p> <p>20 K</p> <p>113 K</p> <p>30 K</p> <p>3 K</p> <p>30 K</p>

	<p>8. Évaluation du projet de mise au point de technologies par l'analyse comparative entre les sexes : volet phytosélection participative</p> <p>9. Fondement scientifique de l'évaluation sur place</p> <p>10. Durabilité des produits des forêts vertes - Guatemala (Élaboration d'indicateurs de surveillance et d'évaluation)</p>	<p>(terminé)</p> <p>7. 2001</p> <p>8. Mi-1999</p> <p>9. 2000</p> <p>10. 1998-2001</p>	<p>7. Consultants</p> <p>8. Consultant</p> <p>9. Consultant</p> <p>10. ONG</p>	<p>5 K</p> <p>12 K</p> <p>8 K</p> <p>250 K</p>
9.PMMEIT	<p>1. Projet d'enquête et d'évaluation : volet commercialisation</p> <p>2. CamBioTec : Évaluation finale</p> <p>3. Services de soutien à l'industrie : a) Amérique centrale : évaluation finale</p> <p>b) Afrique du Sud, Moyen-Orient : Suivi</p> <p>4. Commercialisation de produits naturels :</p> <p>a) Examen d'applications des «bonnes pratiques»</p> <p>b) Examen de 2 ou 3 projets</p>	<p>1. 1998-1999 (Terminé)</p> <p>2. Avril 1998 (Terminé)</p> <p>3. a) Août 1998 (Terminé)</p> <p>b) Mi-1999</p> <p>4.</p> <p>a) 1998-1999</p>	<p>1. Consultants</p> <p>2. Consultant</p> <p>3. a) Consultant</p> <p>b) Consultants</p> <p>4.</p> <p>a) Consultants/CRDI</p>	<p>SE</p> <p>30 K</p> <p>27 K</p> <p>20 K</p> <p>40 K</p>

	<p>du CRDI</p> <p>5. Examen d'études sur les meilleures pratiques portant sur les services de soutien aux PPME</p> <p>6. Analyse comparative des sexes dans le financement des PMMEIT</p>	<p>(Terminé)</p> <p>b) Fin 1999-2000</p> <p>5. Début 2000</p> <p>6. Fin 1999-début 2000</p>	<p>b) Consultants</p> <p>5. Consultants</p> <p>6. Stagiaire/Consultant</p>	<p>30 K</p> <p>25 K</p> <p>10 K</p>
10. PAN	<p>1. Fournisseurs nationaux de services Internet : PAN Asie</p> <p>2. Connectivité dans les régions éloignées - Télécentres</p> <p>3. Pertinence et incidence du contenu pour la collectivité cible mondiale</p> <p>4. Expansion des ressources : liens entre IP et partenaires du secteur privé</p> <p>5. Mesure de l'innovation commerciale découlant de l'espace virtuel</p>	<p>1. Août-décembre 1998</p> <p>2. 1999-2000</p> <p>3. Avril-septembre 1999</p> <p>4. En cours jusqu'en juin 1999</p> <p>5. Août-octobre 1999</p>	<p>1. IP/Consultant</p> <p>2. IP</p> <p>3. IP/Consultant</p> <p>4. Stagiaire</p> <p>5. IP/Consultant</p>	<p>30 K</p> <p>20 K</p> <p>35 K</p> <p>----</p> <p>30 K</p>
11. CPR	<p>1. Efficacité des programmes nationaux dans un pays cible</p> <p>2. Évaluation du programme d'interventions minières (auparavant</p>	<p>1. 1999-2000</p> <p>2. Déc. 1999 - mars 2000</p>	<p>1. Consultant</p> <p>2. Consultants</p>	<p>20 K</p> <p>30 K</p>

	SALAMA) 3. Mécanismes des petites subventions CPR 4. Réseaux mondiaux CPR	3. Avril-août 1999 4. En cours (fin avril 2000)	3. IP/Consultant 4. Consultants	20 K 30 K
12. ECOH	1. Évaluation de la transdisciplinarité 2. Participation 3. Sensibilisation, engagement et expansion des ressources 4 CREDESA Phase IV 5. Projet de formation à la recherche dispensé en français pour la santé	1. Août 1999 2. Août 1999 3. Mars 2000 4. 1999-2000 5. 1999-2000	1. Consultants 2. Consultants 3. IP 4. Consultant 5. Consultant	25 K 25 K 20 K 30 K 20 K
13.ACACIA	1. Utilisation des TIC dans les projets du CRDI : leçons apprises 2. Histoires de cas tirées du mouvement du télécentre mondial 3. Suivi de la recherche sur le télécentre (collecte de données de base) 4. Évaluation de télécentres communautaires polyvalents (TCP) 5. Évaluation de cadres d'évaluation pour : - <i>télécentres</i> - <i>télé médecine</i> (utilisation de TIC dans la prestation de	1. Avril 1997 : terminé 2. Juin 1998 : terminé 3. Déc. 1998 - mars 1999 4. Nov. 1998 - mai 1999 5.	1. Consultant 2. Consultant 3. Consultant 4. Consultant/partenaires 5. Consultant	683 K

	soins de santé et l'éducation en santé) - <i>éducation</i> (réseaux scolaires et éducation à distance).			
TOTAL DES DÉPENSES DES IP CONSACRÉES À L'ÉVALUATION			3 404 209	